

**LA DEMOCRATIE
LA VOIE VERS LE DÉVELOPPEMENT
ET LA STABILITÉ**

**LA TROISIÈME CONFÉRENCE DE QATAR POUR
LA DÉMOCRATIE ET LE LIBRE-ÉCHANGE**

Doha – Qatar 14-15 avril 2003

Préface

La troisième conférence sur la démocratie et le libre échange a la particularité d'avoir lieu à un moment déterminant de l'histoire du monde arabe, voire, celle de l'ordre mondial, car les événements de la guerre de l'Iraq sont à leur apogée et tout le monde en attend la suite.

Réunis sous l'égide de son Altesse le Sheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani, cette affluence d'intellectuels et de politiciens représentant plusieurs pays et différentes tendances, marquait la conférence d'une empreinte exceptionnelle. Face à l'actualité des événements critiques, je réalisai que les débats de celle-ci seront du plus haut niveau. De plus, je fus certain que l'Etat de Qatar devait poursuivre ses tendances politiques et économiques vers la démocratie et le libre échange afin de pouvoir jouer un rôle aux niveaux régional et mondial.

Ainsi, cette conférence devait retenir toute notre attention pour offrir la chance à tous ceux intéressés par ces grandes questions débattues avec tant de conscience, d'ouverture d'esprit et d'objectivité, de rassembler tout le travail sur la conférence, notamment les recherches et les discussions, et de les publier. Ceci permettra à tout le monde de les examiner et d'être au courant des événements actuels ou prochains, mais aussi de nourrir la conférence par des idées constructives qui serviront le bien-être de l'homme et de la société, notamment dans nos pays arabes et musulmans.

Par conséquent, et par respect aux différentes opinions, celles-ci ont toutes été traitées de manière égale. Elles ont été rassemblées dans ce livre, bien qu'elles

n'expriment pas toutes l'opinion des sponsors, autant que celle de ceux qui l'ont exprimées, et qui naturellement, en assument la responsabilité.

Enfin, je ne peux oublier de mentionner les sincères efforts déployés par les sponsors de la conférence, notamment l'Université de Qatar et la Chambre du Commerce et de l'Industrie, mais aussi le travail sérieux et persévérant du comité organisant qui a assuré le succès de cette conférence. Ceci est le début d'un futur promettant qui surviendra grâce à la fidélité des jeunes, ce qui nous mène à attendre vivement les sessions suivantes de la conférence, étant donné que nous nous sommes engagés à tenir cette conférence annuellement à Doha, si Dieu le veut. C'est dans ce but qu'on a établi un comité permanent chargé de suivre le travail de la conférence, de superviser la communication par courriel et par la poste, des documents qui s'y rattachent, mais aussi de préparer pour les prochaines conférences dont la première en 2004, et qui a la particularité d'avoir lieu sous la nouvelle Constitution de l'Etat de Qatar.

Que Dieu garantisse notre succès

Hamad Bin Jassim Bin Jabr Al Thani

Premier Député du Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères

**Parole de son altesse le Sheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani,
Emir de l'Etat du Qatar durant l'inauguration de la conférence**

Je voudrais tout d'abord vous souhaiter la bienvenue, ayant le plaisir de vous annoncer l'inauguration de la troisième conférence de l'Etat du Qatar sur la Démocratie et le Libre Echange tout en lui souhaitant le succès.

Cette conférence a lieu à un moment difficile pour la région, et en ceci la preuve de l'importance que nous accordons aux questions vitales qui seront débattues au cours de ses sessions. La démocratie et la participation du peuple responsable de la prise de décision et la gestion des affaires de l'Etat sont une condition primordiale pour le progrès de notre pays et nos sociétés, mais aussi pour l'implantation du rôle des institutions constitutionnelles, politiques et juridiques, nécessaires pour la construction d'un pays apte à faire face aux exigences du siècle et aux défis de l'avenir. Par ailleurs, nous sommes convaincus que l'ouverture économique, la promotion du secteur privé et de l'investissement, le développement des systèmes d'éducation, le renforcement des moyens d'échange des cultures et des civilisations entre les peuples et les nations, forment tous les bases fondamentales qui assurent les objectifs qu'on s'était fixés à travers le développement, la modernisation et le progrès. Les démocraties politique et socio-économique sont à notre avis deux jumeaux inséparables, voire, le moyen indispensable pour avancer dans la voie du développement et de la prospérité à laquelle nous croyons et pour laquelle nous nous sommes dévoués.

Vous êtes sans doute conscients de la période difficile que traverse la région du Golfe et du Moyen Orient actuellement. La situation en Irak est une misère humaine et une crise véritable. Dans le cadre de la Ligue des Pays Arabes, de l'Organisation de la Conférence Islamique et du Conseil de Coopération du Golfe, mais aussi par le biais des Nations Unies, nous avons déployé tout l'effort nécessaire pour éviter l'éclatement de la

guerre et ses lourdes conséquences. Cependant, comme cette guerre a malheureusement eu lieu, nous nous sommes vus contraints de multiplier nos efforts afin de minimiser ses dégâts en Irak et dans la région, et aider notre peuple frère Irakien à construire un futur meilleur, quand son seul moyen pour y aboutir est la participation du peuple et la pratique de la démocratie.

De plus, la confrontation perpétuelle entre nos frères palestiniens et l'occupation israélienne représente à son tour une menace sérieuse pour la sécurité et la stabilité dans la région. La communauté internationale ne peut demeurer les bras croisés face aux agressions et actes inhumains exercés par les forces israéliennes, qui se contredisent avec les lois, les résolutions et les conventions internationales. Selon nous, il est désormais nécessaire d'agir au niveau international, de manière rapide et efficace pour réprimer ces actes hostiles et permettre au peuple palestinien d'acquiescer ses droits nationaux légitimes, notamment le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, et d'établir un Etat indépendant dont la capitale serait la Sainte ville de Jérusalem. Je voudrais souligner la position exprimée par Georges Bush qui a soutenu l'établissement d'un Etat palestinien indépendant dans le cadre d'une solution finale au conflit israélo-arabe. De même, nous souhaitons une prochaine publication de l'esquisse de la voie adoptée par le Comité quaternaire comme étant le programme permettant une solution pacifique au conflit persistant.

Nobles invités,

Notre région souffre de problèmes qui ne se réduisent pas aux niveaux politique et sécuritaire. Nous devons également traiter d'autres défis et difficultés présents dans les domaines économique, social et environnemental. Ces derniers ont autant d'importance et d'impact sur les conflits régionaux quant à leurs conséquences néfastes. La pauvreté, le chômage, le sous-développement social et culturel, les faibles niveaux d'éducation et de formation professionnelle, la mauvaise gestion, le maigre rendement économique et le manque d'opportunités de travail, sont tous des sources de menace qu'on ne peut ignorer, d'autant plus qu'ils constituent des obstacles importants qui empêchent le développement.

Nous ne pouvons plus négliger ces situations économiques et sociale difficiles tout en leur prêtant peu d'importance. Il est désormais vital d'établir des plans et des programmes qui garantissent des solutions efficaces et rapides. Nous croyons que ce genre de plans et de programmes ne peut réussir sans la présence de cadres et d'institutions constitutionnelles et administratives que nous essayons de réaliser à travers la démocratie, la participation populaire, la réforme et la modernisation, à plusieurs échelles.

Ces différents principes et pratiques ne sont pas étrangers aux valeurs de notre société, ni ils sont loin des rigoureux enseignements de notre religion musulmane, car l'islam encourage le débat. D'ailleurs, j'avais confirmé dans mon discours précédant durant votre conférence de l'année dernière, que le débat est un principe essentiel dans le jugement conformément aux principes et enseignements de l'islam. De plus, l'islam confirme l'importance des droits de l'homme, l'égalité entre les hommes et la non discrimination entre les peuples et les races. Il nous enseigne de même, la tolérance, l'ouverture, l'échange des civilisations entre les nations, le respect de l'être humain et la non violation du droit des autres.

Par conséquent, nous encourageons toujours le dialogue et la coopération entre toutes les religions et les peuples, dans le cadre du respect réciproque et des intérêts communs. Nous visons la réalisation des objectifs de la démocratie et du développement économique en partant d'une conviction absolue que c'est le moyen idéal pour le progrès de nos pays et nos peuples. Nous espérons que votre conférence participera pour notre part à soutenir nos débuts ainsi que les buts auxquels nous aspirons.

Enfin, nous vous souhaitons bonne chance, tout en vous remerciant de votre présence.

Que Dieu vous bénisse

Contexte général

Troisième Conférence de Qatar pour la Démocratie et le Libre-Échange

Tout au long de ses sessions, la conférence a ébattu les questions de la démocratie et du libre-échange comme point de départ général donnant lieu à des discussions sur des sujets qui leur sont étroitement liés dans plusieurs domaines. Les approches se sont élargies pour y inclure dans celle de la démocratie la religion, l'éducation, les institutions, les droits de l'homme et l'information, et dans celle du libre-échange les marchés ouverts, le développement durable, les institutions économiques et ceci sur fond d'interaction avec les situations régionales et mondiales en se focalisant sur les inquiétudes du Monde arabe et ses préoccupations actuels et futurs notamment les événements en Iraq, le conflit israélo-arabe, la position face au terrorisme en tenant compte de l'impact des changements en cours sur l'ordre international, et des objectifs des stratégies mondiales à cet égard.

Le document préparatoire pour la conférence a fortement contribué à préciser les grandes lignes pour traiter les causes et problèmes soumis aux discussions tandis que les présentations des principaux intervenants durant les sessions se sont distinguées par leurs idées et visions et informations fournies sur les sujets abordés. Les élocutions prononcées à l'ouverture de la conférence ont été tout aussi importantes révélant l'appartenance des orateurs aux organismes et institutions nationaux, régionaux et internationaux dont le rôle et l'influence sont bien connus dans ce domaine. Les discussions quant à elles ont eu un rôle positif et concret imposant un dialogue riche, courageux et profond.

Premièrement : La Démocratie

La conférence a traité la question de la démocratie en tant que le dénominateur commun et le pilier des problèmes divers soumis aux débats. A ce propos, il est important de souligner qu'il n'y a eu aucune divergence de vue quant aux notions traditionnelles de la démocratie et ses besoins (pluralisme, transparence, l'ouverture, responsabilité et les droits des femmes et leur participation positive dans la société), tandis que les désaccords sont apparus, et ont été même véhéments, en abordant les détails dû aux visions et principes intellectuels différents des participants.

1 – La démocratie et le Monde arabe :

Des importantes interrogations sont apparues sur la compatibilité ou la contradiction entre la démocratie et l'Islam et donc sur la possibilité de son application sans séparer la religion de l'Etat, sur les difficultés et défis qu'affronte la démocratie arabe et enfin, sur la démocratie dans les pays en voie de développement est-elle un concept importé ou émane-t-elle de leurs traditions.

Concernant la compatibilité ou la contradiction entre la démocratie et l'Islam, un document du courant islamiste a fait remarquer qu'actuellement des tentatives sérieuses sont entreprises pour une lecture différente de la relation entre la démocratie et l'Islam. Néanmoins, le climat étouffant de la répression politique dans la plupart des pays arabes affaiblit le front des partisans du choix démocratique dans les rangs du courant islamiste et par conséquent, ils s'appuient sur l'estime qu'occupe la « Sharia » dans les esprits des musulmans en préférant l'imposer par une attitude sociale et par une conviction culturelle plutôt que d'insister pour transformer cette conviction en un texte de loi obligatoire.

Par contre, un document du courant laïque a fait porter à la religion musulmane la responsabilité du manquement aux règles de participation dans la société musulmane – dans ce qu'il a appelé « l'Islam de l'exclusion » - et a réclamé des réformes internes ainsi que des interventions extérieures afin de changer cette situation.

Entre ces deux pôles, d'autres se sont exprimés, les uns réfutant le caractère exclusif de l'Islam, les autres doutant de la capacité des courants islamistes à respecter le principe du transfert du pouvoir au cas où elles arriveraient au pouvoir par des élections démocratiques.

Quelques intervenants ont minimisé l'existence d'une vraie démocratie dans le Monde arabe en admettant toutefois qu'on y trouvait quelques signes de sa pratique dans certains pays arabes. Ils ont même prétendu que, dans cette région, les deux seules vraies démocraties sont Israël et la Turquie. En outre, certains ont critiqué les régimes arabes pour leur refus de la démocratie et ont rejeté sur eux la responsabilité de la situation dramatique que vit le Monde arabe en rappelant ce que ces régimes autocratiques et répressifs – en particulier l'ex régime irakien - ont infligé à leurs peuples et à la région en terme d'instabilité interne, conflits régionaux, interventions étrangères, gaspillage de ressources. Ils ont aussi dénoncé l'utilisation de la cause palestinienne par les régimes arabes comme prétexte pour éviter d'instaurer la démocratie.

A l'opposé de ceux-ci, d'autres opinions ont exprimé leur refus de décrire Israël et la Turquie comme démocratiques, citant les pratiques inhumaines qu'exerce Israël à l'encontre des Palestiniens et le rôle de l'armée en Turquie. En outre, elles ont mentionné l'existence de plusieurs modèles démocratiques dans la région et également le caractère inné et héréditaire de la démocratie transmis à l'homme et à la société arabe et musulmane (principe de la consultation « Shoura » dans l'Islam – les conseils et assemblées dans quelques pays arabes). Elles ont imputé au comportement de l'Occident dans la région, à commencer par l'occupation, une grande partie de la responsabilité ainsi qu'au rôle des cultures occidentales dans la formation des élites idéologiques arabes dont certaines se sont emparées plus tard du pouvoir et ont gouverné loin de la démocratie. Elles ont critiqué l'appui de l'Occident aux régimes dictatoriaux dans plusieurs pays arabes poursuivant ainsi ses propres intérêts, et également son ingérence comme celle des Etats-Unis en Irak. Tout ceci a affaibli le poids des tendances libérales dans certains pays au profit des courants conservateurs.

Toutefois, les opinions ont convergé sur la nécessité d'un changement vers l'instauration de la démocratie dans la région aussi bien pour des raisons internes qu'externes, appréciant ainsi les pas accomplis par quelques pays arabes – en particulier l'Etat du Qatar – dans ce domaine. Cependant, à ce propos, diverses visions suivantes ont été soumises :

- La nécessité de respecter la culture et les traditions arabes et musulmanes. Les réformes démocratiques dans le Monde arabe doivent émaner de l'intérieur et être confiées à la société civile et ne pas être dictées par les Etats-Unis ou l'Occident.
- La possibilité d'apprendre de l'expérience européenne, car les pays européens sont parvenus, après un long conflit et grâce à l'intervention américaine, à sortir de leur crise. Les communautés internationales doivent s'engager à fournir une aide appropriée aux pays arabes, vu leur responsabilité dans la plupart des événements.
- Accorder la priorité absolue à présent au développement des états pauvres et sous-développés avant de réfléchir à la démocratie car leur situation économique et sociale est très mauvaise.

2 – le régime politique arabe – évolution ou révolution :

Des sérieuses interrogations ont été posées sur la position des arabe dans le monde actuel alors que la politique arabe est à la croisée des chemins ainsi que sur la voie pour réformer les politiques arabes et moyens disponibles pour y parvenir.

Certains ont critiqué le régime politique arabe au point de douter de son existence, vu son échec à traiter les problèmes vitaux et urgents de la région pour des raisons propres à ses divers régimes, gouvernements et élites. Ils ont réclamé des changements et une restructuration interne. D'autres pensent que s'être débarrassé du régime irakien suscite

des nouveaux espoirs et qu'une méthode plus pragmatique sera suivie dans le traitement des affaires mondiales, car il apparaît de plus en plus clairement que les Etats-Unis est la partie dominante et que s'allier à elle engendrerait des grands bénéfices, surtout dans l'absence d'autres alternatives valables vu l'échec des institutions arabes et le non fonctionnement des organisations régionales. Au même moment, ils ont émis des commentaires et des interrogations sur l'idée d'un « Nouveau Proche-Orient » et sa compatibilité avec le régime arabe.

Par contre, quelques intervenants ont exprimé leur optimisme quant à un futur plus démocratique et stable dans le Monde arabe malgré que des développements puissent avoir lieu et conduire à des diverses tendances extrémistes et à l'instabilité. Ils ont critiqué l'invasion américaine de l'Irak tandis que quelques commentaires ont défendu le régime politique arabe en rappelant qu'il a réussi à traiter des nombreux problèmes arabes.

Cependant, les deux visions ont convergé, chacune à partir de sa propre perspective, sur la nécessité de régler le conflit israélo-arabe et de voir les Etats-Unis assumer leurs responsabilités dans ce dossier. Plusieurs ont insisté pour que le Président Bush s'engage à appliquer toutes les résolutions des Nations Unies. D'autres ont appelé les américains à faire la différence entre le terrorisme et la lutte pour la liberté, à ne pas sélectionner parmi les cas relatifs aux droits de l'homme et à la nécessité d'abord de mettre fin à l'occupation avant de chercher à appliquer la démocratie, vu que son application est impossible sous l'hégémonie et le manque de justice et la rendent déformée et condamnée à l'échec.

3 – l'éducation comme base pour la démocratie et le développement :

L'importance du rôle de l'éducation dans la participation du citoyen dans le processus politique, les défis de l'interaction culturelle dans un monde globalisé, l'influence de l'éducation universelle sur les valeurs et traditions locales, le rôle de

l'éducation comme moyen de développement et d'évolution, dans ce contexte, les débats ont porté sur les problèmes et les lacunes du processus éducationnel dans le Monde arabe, à commencer par le retard de la politique de l'éducation par rapport à l'esprit et aux moyens de notre époque et jusqu'aux programmes, enseignants, et méthodes de gestion ayant un impact négatif – contraire aux concepts de l'Islam - sur la personnalité et le comportement de l'homme arabe et musulman, sur la façon dont il perçoit les autres causant un déséquilibre dans la structure sociale qui affecte ses relations et ses positions vis-à-vis des régimes politiques qui exploitent la situation afin de consacrer la dictature, sur les relations inter sociales souvent basées sur des concepts d'isolement et d'affrontement qui engendrent davantage d'erreurs et des attitudes négatives.

A été également abordée, la tentative de l'expérience de coopération dans le domaine de l'éducation, entre l'Union européenne et les Etats du Golf, ses éléments et les causes qui ont empêché sa concrétisation. Quelques intervenants ont exprimé leur inquiétude quant aux raisons qui motivent les initiatives en cours pour réformer l'éducation dans la région.

4 – Les droits de l'homme dans une société démocratique :

Une grande partie des discussions a été consacrée à la question de l'égalité des femmes notamment leurs droits à une participation positive dans la société (élections, prise de décision, occuper des postes-clé). Plusieurs exemples d'expériences vécues ont été évoquées ainsi que les efforts déployés dans ce domaine en considérant que l'obtention de la femme de ses droits est un critère réel d'un progrès sérieux vers la démocratie et qu'il devient donc impératif de vaincre les obstacles qui empêchent d'atteindre ce but.

Un intervenant a évoqué les idéaux américains relatifs aux droits de l'homme, notamment le droit de pratiquer sa religion, en admettant l'existence de quelques imperfections et leur répercussion sur la politique étrangère des Etats-Unis. Il a mentionné les efforts des américaines pour améliorer leur image et pour corriger leurs erreurs suite aux critiques dont ils font l'objet dans certaines régions, surtout au Moyen-Orient, vu leur méthode de deux poids deux mesures envers la cause palestinienne.

Quelques commentaires ont critiqué la présence militaire américaine dans plusieurs régions (Japon, Corée du Sud, Moyen-Orient).

5 – L'information et la démocratie :

L'attention s'est portée sur le rôle des médias libres et indépendants dans l'établissement de la transparence et de la responsabilité comme premier pas vers la démocratie. Les opinions ont été unanimes sur l'importance du rôle éclairant des médias dans le processus démocratique.

Deux phénomènes médiatiques ont accaparé les attentions à savoir la chaîne CNN en tant que symbole de la fin de la guerre froide et l'expression de la globalisation, et la chaîne Al-Jazeera en tant que phénomène de l'après 11 septembre. Les deux ont été considéré comme indicateurs d'une démocratisation de l'information au niveau mondial et l'émergence des nouvelles missions pour les médias dans le monde arabe et musulman susceptibles de conduire à une forme de confrontation entre la démocratie et l'autocratie. De ce fait, les médias auront, à notre époque, une mission morale et philosophique que seule une information libre peut achever.

Dans ce même contexte, quelques intervenants ont affirmé le besoin de créer des chaînes de télévision indépendantes dans les pays de la région qui associeraient des

partenaires locaux et étrangers et donneraient la priorité dans leurs émissions aux sujets d'intérêt local.

6 – La démocratie et le développement face aux conflits régionaux et aux menaces à la sécurité :

L'interdiction des autorités israéliennes au Dr. Mostafa Al Bargouthi de quitter les Territoires occupés pour se rendre à la conférence a dominé les discussions car elle confirme le rôle de l'occupation dans l'entrave à la démocratie et au développement. A cet égard, le contenu du rapport du développement humain 2002 a fourni le principal support aux arguments des intervenants. L'ombre des événements en Irak a plané également sur la session.

L'Ambassadeur Martin Endick a présenté une analyse de la politique des Etats-Unis vis-à-vis du conflit israélo-palestinien ainsi que ses positions envers cette région après les événements du 11 septembre. Il a rejeté sur le côté arabe une grande partie de la responsabilité dans l'entrave à démocratie, au développement, au règlement du conflit israélo-arabe et dans la montée du courant islamiste extrémiste, mais des nombreux participants ont exprimé leur désaccords avec ceci.

Tandis que le Lord Steel of Aikwood, Président du Parlement écossais, dans son élocution prononcée à l'ouverture de la conférence, a critiqué la côté israélien et même la communauté internationale tout entière pour leur oubli du paragraphe cité de la Déclaration Balfour 1917 qui confirme l'abstention de tout acte susceptible de nuire aux droits civiles et religieux des communautés non juives en Palestine. Il a réclamé l'application rapide de ce paragraphe et à considérer ceci comme un engagement mondial.

En général, les différentes opinions ont toutefois convergé sur la dangerosité des conflits régionaux et les menaces à la sécurité de tout bord sur la stabilité, le développement et la démocratie. Elles ont souligné la nécessité de parvenir à une solution juste pour la cause palestinienne et ce malgré les divergences de vue quant à l'approche américaine actuelle, représentée par la Feuille de route et l'engagement du Président Bush à établir un Etat palestinien, représentait une réelle possibilité pour le règlement souhaité.

Deuxièmement : Le libre échange

1 – Le libre-échange et les marchés ouverts :

Sous cet axe, les discussions avaient comme point de départ les faits imposés par la situation actuelle de l'économie mondiale qui ont obligé les pays à revoir leur politiques commerciales et économiques et à imposer aux économies locales l'orientation vers plus d'intégration et de compétition, à l'heure où compter uniquement sur le marché et les ressources locaux est devenu insuffisant pour atteindre la croissance et le progrès ce qui pousse les économies locales à s'intégrer davantage et à s'adapter à l'ordre mondial.

Les interventions ont évoqué le rôle important des gouvernements dans l'établissement et la protection des droits de propriété et la liberté contractuelle des citoyens. Elles ont abordé également le problème du protectionnisme et la nécessité de le surmonter, le besoin de créer plus de secteurs pour les projets et les entreprises, de rehausser la performance des marchés financiers, de diminuer les barrières commerciales pour plus d'intégration internationale, la transparence, la lutte contre la corruption au niveau gouvernemental et dans la communauté des affaires.

Quelques intervenants ont souligné qu'en général les pays en voie de développement, et en particulier les pays arabes, sont convaincus de la nécessité de l'ouverture et de l'adoption de la politique des marchés et de la libération du commerce. Néanmoins, leurs doutes et hésitations émanent des pratiques des grands protagonistes

dans l'économie mondiale, des signes de corruption et de l'absence de la bonne gouvernance dans beaucoup d'économies et des pays développés alors que les pays en voie de développement sont attentifs et réceptifs aux conseils de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international sur la nécessité de combattre la corruption et d'adopter la bonne gouvernance malgré que ces conseils leur causent de nombreux problèmes. Toutes ces questions suscitent d'importantes réactions et interrogations quant à la compatibilité d'une économie de libre marché avec tout type d'économie, ce qui demande une sorte de révision des pratiques économiques sur le plan mondial afin de pouvoir consolider les relations avec les pays en voie de développement et d'établir les fondations pour une confiance qui les rassurerait quant aux politiques d'ouverture et les ferait adopter l'économie de marché.

D'autre part, certains ont conclu que la politique du néolibéralisme, qui domine actuellement les cercles économiques, approfondit les inégalités et la dépendance ce qui multiplie la difficulté à convaincre les pays en voie de développement de la crédibilité du lien entre le libre-échange et le développement et donc du besoin de changer le système du commerce mondial.

Un document présenté confirmait que la guerre que mènent les Etats-Unis en Irak n'a pour but que le pétrole car les Etats-Unis planifient la privatisation du secteur pétrolier irakien et préparent le changement des politiques pétrolières mondiales notamment le plafond de production et les prix.

Quelques visions ont précisé que le libre-échange et les droits de propriété n'amènent pas à la démocratie mais qu'ils sont importants en soi et qu'ils ne conduisent pas nécessairement l'un à l'autre.

2 – L'équilibre entre la globalisation et le développement durable :

Les travaux de cet axe se sont déroulés dans le cadre de l'intérêt général pour les besoins du développement durable des pays en voie de développement, la nécessité des partenariats économiques, et les attentes de l'économie mondiale à la lumière des leçons tirées des deux conférences de Seattle et de Doha. Les travaux ont traités principalement deux questions :

Primo, l'ambiguïté de la relation entre la globalisation et le développement durable et le besoin d'atteindre un équilibre et de s'engager à maintenir une certaine coexistence entre les deux pour une globalisation réussie et donc la réalisation du développement durable pour tous. Quelques opinions ont conclu qu'en ce qui concerne le libre commerce, la globalisation et le développement durable ne sont pas nécessairement compatibles.

Secundo, la capacité des pays en voie de développement à participer aux négociations internationales car malgré une participation continue d'une efficacité accrue, il reste encore des obstacles institutionnels qui empêchent une participation adéquate.

La question des droits démocratiques des immigrants dans les pays d'accueil a également fait l'objet des discussions, certains ont douté de la possibilité d'atteindre une vraie démocratie sans une justice sociale.

3 – Construire les institutions du développement économique et de la démocratie :

Cet axe s'est distingué par son approche équilibrée pour traiter la relation entre la démocratie et le développement. Quelques intervenants ont confirmé que l'investissement étranger est dirigé deux fois plus vers les sociétés démocratiques que

vers les autres sociétés, vu que les premières possèdent des systèmes d'audit, de bilan et de responsabilité liés positivement et fortement au développement économique.

Quelques intervenants ont expliqué combien il est nécessaire en oeuvrant pour les changements économiques et pour la démocratie de disposer d'un cadre légal qui couvre aussi bien le processus démocratique comme la liberté de la presse, de l'expression et du dialogue, le libre flux des informations, les droits de propriété, construire des institutions, que le développement de la classe moyenne.

Plusieurs se sont interrogés sur la politique étrangère américaine est-elle définie par la force des Etats-Unis ou est-ce cette force qui est le fruit de cette politique? Dans les deux cas, les intervenants ont conclu qu'il était grand temps pour Washington d'entreprendre des démarches positives envers la région (appuyer le processus de paix dans le Moyen-Orient - adopter un partenariat politique basé sur le respect mutuel et l'entente - rechercher des solutions justes et équitables pour les problèmes - rétablir la confiance par un dialogue continu avec ses amis arabes aussi bien en ce qui concerne les relations bilatérales que multilatérales - un engagement authentique pour les réformes politiques, économiques et sociales dans le monde arabe) pour regagner le terrain qu'ils ont perdu.

4 – Les perspectives de l'économie arabe :

Le dialogue sous cet axe s'est basé sur quatre points principaux : la restructuration des priorités économiques dans le monde arabe pour l'avenir en considérant les défis mondiaux, les faiblesse intérieures, la problématique de la réforme économique et la modernisation.

Des documents de travail se sont basés sur des statistiques et des analyses afin de traiter la nature des problèmes qu'affronte l'économie arabe, et ce d'une perspective économique (politiques économiques dépendantes des matières premières, de l'agriculture, de l'emploi et des bas salaires du secteur public, de la basse productivité - conditions inadéquates pour le capital-risque et les mécanismes de son déploiement - la rareté des occasions d'investissement dans la région à cause de l'absence des lois, des dispositions, des règlements et des mesures efficaces pour protéger la propriété privée, l'investissement, la gestion de financements, le commerce et les activités en partenariat, le manque de transparence - la fuite des cerveaux et des capitaux vers l'étranger - des critères bas concernant le travail et la gestion - un investissement limité dans la technologie et l'éducation dont le principal soutien est le capital-risque qui contribue à ce qu'on appelle « l'émergence d'entrepreneurs ». Le fait que l'économie est étroitement liée aux dimensions politiques a été soulevé ainsi que l'impact des problèmes et relations régionaux.

Les participants ont conclu que les principaux défis pour les économies arabes durant la prochaine décennie seront essentiellement le besoin de créer des emplois, particulièrement pour la main d'œuvre qualifiée car 50% de la population est âgée de moins de dix-huit ans, des réformes macro-économiques, réforme des politiques financière et monétaire, réforme des structures économique, financière et juridique, la privatisation des sociétés publiques inefficaces, élargir la participation au processus de prise de décisions politiques et économiques en diminuant le rôle des gouvernements à cet égard, donner plus d'indépendance et de flexibilité aux décisions d'investissement et d'embauche et les libérer de la bureaucratie, renforcer les mesures destinées à saisir les occasions dès leurs apparitions et qui permettent de créer un réseau de contacts avec les partenaires à travers le monde. Ceci se résume dans la présence de trois éléments (la démocratie - la liberté et la créativité - le libre-échange).